

RÉDACTION
ET
BUREAU D'ABONNEMENTS

Lausanne, Rue de St-François 20.
On s'abonne, en Suisse, en Allemagne et en Autriche, dans tous les bureaux de poste. Les abonnements partent du 1^{er} ou du 15 de chaque mois.

PRIX D'ABONNEMENT

	Un an	6 mois	3 mois
Suisse	Fr. 20	10 50	5 50
Union postale.....	» 36	18 50	9 50

Prix du numéro : 40 centimes.

GAZETTE DE LAUSANNE

ET JOURNAL SUISSE

FONDÉ EN 1799

ANNONCES

HAASENSTEIN & VOGLER

Lausanne, Place de la Palud 24

Montreux, Vevey, Genève, Neuchâtel, Chaux-de-Fonds, Fribourg, Saint-Imier, Delémont, Bienne, Bâle, Berne, Zurich, St-Gall, etc.

PRIX DES ANNONCES

Pour l'étranger..... 25 centimes la ligne.
Pour la Suisse..... 20 centimes la ligne.

Toute lettre et tout envoi doivent être affranchis.

LAUSANNE, 3 juillet 1891.

BULLETIN POLITIQUE

Les voyages de Guillaume II donnent naissance à divers commentaires. On risque quelques plaisanteries faciles sur le petit hussard rouge de dix mois que ses parents ont présenté à l'empereur à son arrivée à Helgoland, attendant mieux peut-être que des compliments sur sa bonne mine. On épiloque sur le fait que de Hambourg au nouvel îlot allemand le couple impérial a navigué sur un yacht qui porte le nom de *Prince de Bismarck*. Puis on se livre abondamment aux considérations politiques que les voyages du jeune souverain font éclore, chaque année, à pareille date.

Guillaume II a tant voyagé qu'il lui devient difficile de varier ses itinéraires. Cependant il visite cette fois un pays et une capitale qui ne l'avaient pas encore vu depuis qu'il est monté sur le trône : la Hollande et Londres.

Le télégraphe annonçait hier qu'à Amsterdam les augustes touristes ont été accueillis par des acclamations enthousiastes. Il serait puéril de chicaner sur les adjectifs. Mais il est impossible de ne pas remarquer que les acclamations télégraphiques sont toujours enthousiastes. Quel que soit le personnage qui voyage et où qu'il arrive, le fil électrique ne manque jamais de l'honneur de ce cliché là.

Dans le cas particulier, cela n'est pas d'une vraisemblance extrême : d'abord parce que les placides Hollandais ne sont pas gens à prodiguer les acclamations, surtout les acclamations « enthousiastes », ensuite parce que cette passion pour la maison des Hohenzollern leur serait bien subitement venue !

Il n'y a pas sous la voûte des cieux un peuple plus jaloux de son indépendance que le peuple néerlandais. Il l'a montré envers et contre tous, avec une vigueur et une constance qui prêtent à son histoire un admirable cachet de grandeur.

Or, depuis que l'Allemagne est unifiée, il n'a cessé à tort ou à droit de la regarder avec une certaine méfiance. Des articles de journaux berlinois ont parfois insinué que les riches colonies du petit royaume, ses ports excellents, ses marins hors de pair, sa situation sur la mer du Nord, feraient bien l'affaire du grand voisin. Les Hollandais ne sont-ils pas de race germanique ? leur langue n'est-elle pas un dialecte très proche parent du *Plattdeutsch* ? Nous ne pensons pas que ces menaces fussent le moins du monde inspirées par la diplomatie impériale. Mais elles n'en ont pas moins fait en Hollande une impression désastreuse.

Voilà pourquoi l'enthousiasme des acclamations hollandaises à l'adresse de Guillaume II nous est suspecte. Voilà pourquoi, surtout, il faut rejeter absolument comme archi-fausse la nouvelle donnée par quelques journaux que le royaume des Pays-Bas va entrer dans la triple alliance. On dirait cela de la Suisse que ce ne serait guère plus invraisemblable.

Il faut également écarter les racontars d'après lesquels l'empereur d'Allemagne rechercherait pour un Hohenzollern la main de la petite reine Wilhelmine. Celle-ci n'a pas encore onze ans. Et les Hollandais sont trop justement jaloux de leur autonomie et de leur avenir pour qu'un tel projet les tente.

La vérité est que la visite de Guillaume II à Amsterdam ne peut avoir aucune portée politique. Sous le règne du défunt roi, elle aurait

été impossible, car il y avait incompatibilité d'humeur entre les Hohenzollern et lui. Mais le dernier des Orange-Nassau est mort. La reine régente est une princesse allemande, née de Waldeck-Pyrmont. Les relations entre les deux cours, qui étaient jadis à peu près nulles, ont pu devenir cordiales et, comme l'empereur n'avait jamais encore été en Hollande, il y a fait escale en se rendant en Angleterre.

Le fait qu'il a logé pour deux nuits dans le palais du Dam, construit par et pour le roi Louis Bonaparte peut fournir matière à des rapprochements historiques ingénieux. Mais il n'en faut pas inférer n'importe quoi pour l'avenir politique de la Hollande.

En ce qui touche l'Angleterre, nous sommes au clair. Deux fois déjà Guillaume II a fait visite à sa grand-mère. Les relations de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne sont intimes sous le présent ministre Salisbury. Les éclaircissements fournis à la tribune italienne, comme à la Chambre des communes, nous ont appris que l'Angleterre est rattachée à la triple alliance, sinon par un traité formel, du moins par des « engagements », des « intelligences » qui y ressemblent fort.

Une seule chose est nouvelle : la venue de l'empereur à Londres. Ses premières visites avaient été de simples rendez-vous de famille, à l'île de Wight. Guillaume II n'avait jamais poussé jusqu'à la capitale. On l'en avait dissuadé. Le public anglais avait pris parti contre lui dans le long conflit qui s'était élevé autour du lit de mort de Frédéric III. On craignait des manifestations désagréables. Aujourd'hui tout malentendu est dissipé. M. de Bismarck a été promu duc de Lauenbourg ; l'influence de l'impératrice Frédéric est redevenue très grande à Berlin et le public londonien a oublié des longtemps M. Bergmann et sir M. Mackenzie. Voilà pourquoi Guillaume II, n'étant pas allé à Londres en 1889 et 1890, s'y rend en 1891.

Le droit d'initiative.

L'ensemble du parti conservateur-catholique appuie la révision constitutionnelle que le peuple suisse adoptera dimanche.

Toute la fraction du corps électoral qui est placée sous l'influence des députés de la gauche démocratique dira oui aussi.

Les minorités conservatrices protestantes de Bâle et de Berne, dont l'*Eidgenössischer Verein* est le centre, feront de même. De même aussi, la *Volkspartei* de Berne et les fédéralistes des Grisons auxquels le *Bindner Tagblatt* sert d'organe.

Dans la Suisse romande, les libéraux de Genève, de Neuchâtel et de Vaud adopteront la réforme.

C'est que, comme dit le *Journal de Genève*, « le droit d'initiative est un moyen donné aux minorités non représentées dans les conseils de triompher de l'intransigence parlementaire et de consulter le peuple sur les points sur lesquels elles pensent être d'accord avec lui. »

Les libéraux genevois en savent quelque chose. On se rappelle les refus dédaigneux qu'opposait le parti radical, au temps de sa toute-puissance, aux revendications des mieux fondées de l'opposition. Ce n'est que lorsqu'il a perdu sa majorité que les libéraux ont pu introduire des réformes qu'aujourd'hui personne ne conteste plus, ainsi le vote à la commune et le referendum.

Dans les cantons de Neuchâtel et de Vaud,

mange avec lui. Ne me plaignez pas. De ma fenêtre on voit le Rhône, c'est-à-dire le plus beau spectacle qu'il y ait au monde pour mes yeux. Nous péchons la nuit. Signol est un maître en l'art d'accorder le succulent poisson du fleuve. Mais vous le savez, madame. Vingt fois il m'a raconté ce jour, inoubliable pour lui, où, passant devant sa porte, vous lui fîtes l'honneur insigne de goûter à sa friture.

La comtesse oublia de répondre, car un autre souvenir moins agréable lui revenait : la photographie donnée au vieillard comme récompense terrestre de sa conversion, et l'épisode malencontreux qui avait suivi. Ce jour-là, pour la première fois, un homme l'avait gravement blessée, et cet homme était sous ses yeux ! Elle revoyait toute la scène, le chemin désert longeant le fleuve, les hauts peupliers à peine verdissants, la petite porte qu'il lui tardait si fort d'atteindre et ce jeune insensé, les cheveux en désordre, prêt à bondir dans le Rhône pour expier son crime. Certes, il l'expiait rudement à cette heure. Il méritait une véritable estime, une grande pitié. Mais si la folie passée allait repaître !

Toutes ses frayeurs la reprirent, grâce au souvenir imprudemment évoqué.

Monsieur, fit-elle avec un mouvement qui montra que l'audience était finie, je répéterai à mon mari tout ce que je viens d'entendre. Il vous en saura gré et vous en jugera mieux, ainsi qu'il doit le faire.

Veillez lui dire aussi, madame, ajouta le visiteur déjà debout, qu'il ne lutte point contre un adversaire de l'espèce commune, simplement désireux de voir sa cause triompher. Pour mon père, quoi qu'il aime l'argent, le gain matériel du procès n'est que l'accessoire. Il considère qu'on l'a blessé ; il se vengera par tous les moyens ; il se venge même sur son fils !

Ah ! l'horrible chose que la haine ! gémit Thérèse, glacée de la perspective qu'on lui laissait voir. Si vous consentiez... Peut-être serait-il bon que M. de Sénac vous entendit lui-même, un de ces jours.

la situation est encore ce qu'elle était à Genève il y a quelques années. Les minorités libérales sont traitées en parias, avec une insolence et un cynisme révoltants. Dans les deux cantons, les députations compactes — et quelles députations ! — sont érigées en institutions de l'Etat. Les citoyens dont les noms sont portés sur les listes électorales indépendantes, quels qu'ils soient, sont baloutés et injuriés par la presse radicale avec une grossièreté et une mauvaise foi qui soulèvent le dégoût même des électeurs radicaux. La brigade électorale et la pression administrative sont pratiquées avec un sans-gêne odieux. Les lois sont ouvertement transgressées au profit des candidats gouvernementaux. Le secret du scrutin est violé avec impudence. Le scandale est de notoriété publique. On ne se donne plus même la peine de le nier.

Quoique à un moindre degré, cet écrasement des minorités se pratique dans d'autres cantons aussi. Il est favorisé par une législation électorale fondée sur le principe fau de la majorité absolue appliquée au scrutin de liste et par la délimitation des circonscriptions électorales, artificieusement découpées dans la carte. Grâce à cette sophistication voulue et systématique du suffrage universel, le parti radical, qui n'a pas la majorité dans le peuple, s'en est procuré une dans le Conseil national. Il s'acharne à la conserver. Tout ce qui la menace lui est suspect : les cantons d'abord, le peuple ensuite.

Les cantons envoient à Berne un Conseil des Etats où la droite et le centre ont la prépondérance. Aussitôt le parti radical d'en proposer la suppression ou la modification, de façon à le placer sous la domination des grands cantons radicaux.

Le peuple réclame le droit d'initiative. Le parti radical, dans sa grande masse, y flaire un danger pour son omnipotence. Il le combat (1).

Devant une pareille situation politique, il ne faut pas hésiter. Nous comprendrions qu'on préférât au développement des institutions démocratiques un parlementarisme honnêtement pratiqué. Mais quand le parlement, vicié de par ses origines, est devenu un club au lieu d'être une représentation nationale, quand la vérité parlementaire est faussée, il faut aller au peuple pour chercher le remède.

Nous avons plus de confiance dans la majorité du peuple suisse, dans son bon sens, dans son esprit d'équité et de justice que dans la majorité du Conseil national. Nous connaissons à la charge de celle-ci des dénis de justice, des erreurs législatives considérables, des fautes de plusieurs genres, tandis que jusqu'ici nous avons vu le peuple suisse prendre, en général, des décisions intelligentes. Sans doute, il a parfois rejeté des lois pour des motifs étrangers à la loi elle-même ; parfois aux scrutins populaires se sont mêlés des griefs étrangers à l'objet du vote. Mais nous n'en faisons pas un reproche au peuple ; il ne fait en cela que suivre l'exemple que lui donnent ses représentants dont les votes sont très souvent dominés par des passions ou des préjugés.

(1) Il s'est divisé pourtant sur cette question. Un certain nombre de députés radicaux se sont détachés de la gauche ; il ne leur a pas paru possible de s'opposer dédaigneusement à cette revendication démocratique ; ils s'y résignent comme à un mal inévitable. Ainsi des radicaux de Neuchâtel et de Genève, qui, dans le cas présent, faussent compagnie à la députation compacte vaudoise. Dans la Suisse romande, la *Revue* est à peu près le seul journal qui vote non.

— La voudrait-il ? Recevrais-je de lui l'accueil... patient que vous venez de m'accorder ? C'est douteux, madame, convenez-en. Convenez aussi que je ne peux guère accepter le rôle de conseil contre mon père. Enfin, ajouta-t-il en souriant, les hôtels de Paris coûtent vingt fois il m'a raconté ce jour, inoubliable pour lui, où, passant devant sa porte, vous lui fîtes l'honneur insigne de goûter à sa friture.

Mais ce voyage ? demanda la comtesse, à qui se révélait soudain le dénuement complet du malheureux Fortunat. C'est une grosse dépense... Et vous l'avez faite pour nous dire... ce que je viens d'entendre ?

— Un de mes amis de Marseille, journaliste, m'a procuré un permis. C'est le voyage, au contraire, qui ne coûte rien. Je repartirai ce soir, très heureux.

Madame de Sénac ne put retenir un geste de surprise en entendant cette parole dans la bouche d'un homme si maltraité par le sort.

— Le mot semble vous étonner, dit le jeune homme ? Oui, je suis très heureux. Je n'ai plus sur le cœur le poids lourd que j'y sentais à votre colère et votre mépris. N'est-ce donc rien que cela ? Non, madame, en vérité, je ne me souviens pas d'avoir été aussi heureux de ma vie.

Ses yeux brillaient d'un éclat qui démentait cruellement ces félicitations adressées à lui-même. D'une voix plus calme il ajouta, sans la moindre emphase :

— Et je doute que cette vie se prolonge beaucoup, désormais.

Thérèse, d'un coup d'œil, lut en lui. Elle songea, non sans frémir, à ses parties de pêche, la nuit, sur le Rhône. Elle aperçut, dans une sorte de vision, le vieux passeur ramenant son bateau vers la rive, au clair de lune, mais ne ramenant pas son compagnon. Elle dit de l'accord doux et grave qu'elle avait pour parler aux malades et aux pauvres :

— Dieu seul connaît l'heure et peut la décider. Ceux qui usent de leur pouvoir sur notre vie sont criminels et méprisables. Je vous estime hautement ; je pourrais vous estimer toujours, n'est-ce pas ?

Nous ne pousserons pas la flatterie du souverain jusqu'à prétendre que jamais il ne sera fait abus de l'initiative ou que jamais celle-ci n'aboutira à quelque mesure regrettable. Il se pourrait fort bien que nous fussions appelés à combattre, avant longtemps, l'usage qu'on en fera dans tel cas donné. Mais encore, les propositions qui nous viendront de ce côté ne seront-elles pas de tous les jours ; il n'est pas si facile de réunir 50,000 signatures au pied de la première proposition venue et encore qu'elles se présentent faut-il, pour aboutir, qu'elles trouvent des adhérents jusqu'à concurrence de la majorité du peuple, à travers deux plébiscites si l'Assemblée fédérale leur fait opposition.

Les dangers de l'initiative nous sont d'ailleurs signalés par un parti dont le désintéressement nous est suspect à tous égards. Quand ses journaux nous montrent les cantons menacés, eux qui prêchent, comme premier usage à faire de l'initiative qu'ils combattent, la suppression du principe de l'égalité de la représentation des cantons dans le Conseil des Etats, nous sommes en droit d'être déçus et de nous demander si tout ce bruit n'est pas pour détourner l'attention de la déchéance morale dont la majorité du Conseil national est frappée.

D'autre part, il faut considérer l'initiative populaire comme le seul moyen d'arriver sans secousse à certaines réformes qui trouveront toujours devant elles un Conseil national rétif. Au premier rang, nous plaçons la réforme électorale qui nous procurera une représentation nationale digne de ce nom et qui, assurant à tous les partis une participation équitable aux affaires publiques, rendra l'usage de l'initiative beaucoup moins fréquent qu'il ne le sera sous le régime des coteries politiques que nous subissons aujourd'hui.

Et enfin, il faut être aveugle pour ne pas voir que ce complément des droits populaires est dans le développement logique et normal de la démocratie. Si un fait peut surprendre, c'est que nous soyons venus jusqu'à ce jour sans l'avoir ; que depuis 1848 le peuple suisse, doté du droit de demander des révisions totales, n'ait pas réclamé celui de proposer des révisions partielles. Qui peut le plus peut le moins, dit un adage de droit. En Suisse, cela n'était pas. Il est incontestable pourtant que la faculté donnée au peuple de demander à chaque instant une refonte générale de la constitution menace bien autrement la stabilité des institutions que celle de réclamer une réforme sur un point donné, précisé et nettement circonscrit.

Le peuple n'a pas abusé de son droit de demander des révisions générales. Rien ne nous dit qu'il abusera des révisions partielles. Encore ici, nous avons confiance. L'électeur suisse n'est ni turbulent ni aventureux ; il examine de près les innovations avant d'y souscrire. Et si on le harcèle de propositions saugrenues, il saura bien faire rentrer les brouillons dans le rang, d'où qu'ils viennent, de droite ou de gauche.

La Suisse libérale, favorable au droit d'initiative, fait remarquer qu'il ne pourra utilement s'exercer qu'en matière constitutionnelle, non pas en fait de législation :

Le droit d'initiative qui est actuellement proposé au peuple suisse n'attribue au peuple aucun droit nouveau en matière de législation. S'il est voté, ce qui paraît certain, le peuple ne pourra nullement réclamer l'adoption, la modification ou l'abrogation

Il ferma les yeux et réfléchit quelques secondes, puis il répondit, presque à voix basse :

— Oui, madame, je vous le jure, toujours !

Priez-vous quelquefois ? demanda-t-elle encore.

— On ne m'a guère appris, avoua-t-il avec un pâle sourire.

Cela s'apprend sans peine, continua Thérèse. Moi, je prierais pour vous de toute mon âme.

Vibrant d'émotion, il sembla recueillir, pendant quelques secondes, le rayon de grâce céleste qui tombait sur lui des yeux de la jeune femme.

— Voilà donc, murmura-t-il en passant la main sur son front, comment s'accomplissent les miracles ! Qui m'aurait dit que j'allais partir d'ici comme j'en pars : avec la foi en Dieu !

Il sortit, laissant la jeune femme étonnée et agitée. Elle médita longtemps. Elle se souvenait d'une parole qu'Albert de Sénac lui avait dite un jour, au milieu des ruines de Longsor : « Si, jusqu'à cette heure, j'avais vécu sans croire en Dieu, je proclamerais son nom maintenant. Je dirais, comme ont fait des martyrs allant s'offrir aux lions : — Votre Dieu est mon Dieu, parce que je vous aime. » Et, par un de ces scrupules raffinés que connaissent les femmes très fidèles, elle eut comme un regret d'avoir accompli chez un autre homme ce miracle qu'elle n'avait pas eu besoin d'opérer chez son mari, croyant comme elle à la conversion.

Elle attendait le retour d'Albert pour lui conter dans ses moindres détails la curieuse entrevue. Mais, aux premiers mots qu'elle prononça, le comte laissa voir un agacement peu ordinaire.

— Tout d'abord, laissez-moi vous prévenir d'une chose, fit-il. Ce jeune homme a la cervelle en faucheux état. Sa démarche d'aujourd'hui, sa conduite en général, bien des faits de son existence que vous ignorez, sont d'un bon. Je regrette de n'avoir pas été là pour vous épargner le danger de quelque avan-

Thérèse aurait pu répondre qu'elle en savait plus long que personne sur les secrets de Fortunat et sur

d'une loi fédérale. Il ne sera absolument rien changé à « l'admirable mécanisme de nos deux Chambres législatives. » Leur pouvoir législatif ne sera en rien diminué ; il continuera à exister tel qu'il est aujourd'hui, avec le correctif du referendum facultatif.

Le droit d'initiative sur lequel le peuple votera dimanche est en effet restreint aux questions de révisions constitutionnelles. Comme nous le rappellerons plus haut, le peuple n'a actuellement que le droit de demander la révision totale de la constitution. S'il vote oui, il aura en outre celui d'en réclamer la révision partielle. Mais rien de plus.

Lettre de Paris.

(De notre correspondant particulier.)

Paris, 2 juillet.

L'affaire de Haïti au Palais Bourbon. — Une réforme des lois de justice. — Les acteurs français et Guillaume II. — Fin de la grève des boulangers. — A la Bourse.

Hier encore, la séance de la Chambre a été absorbée par diverses interpellations qui n'avaient aucun rapport avec les intérêts de la classe ouvrière. La principale avait trait à la protection accordée par la France à ses nationaux à l'étranger, à propos du meurtre d'un négociant du nom de Rigault, commis le 28 mai à Port-au-Prince.

M. Ribot a donné sur ce point des explications qui ont satisfait même l'interpellateur, M. Laur, et il a obtenu un succès très vif en développant les représentations que le gouvernement français adresse au président de la République d'Haïti. Il est d'ailleurs à remarquer que M. Rigault n'était pas français, mais seulement sous la protection du consulat.

Un incident assez vif s'est produit à la fin de ce débat, lorsque M. Hurard, député de la Martinique, est monté à la tribune pour soutenir que la France n'avait dans l'espèce droit à aucune réparation. Sur tous les bancs, des apostrophes indignées ont éclaté, et le vacarme ne s'est calmé que quand M. Hurard a pris le parti de se taire.

La commission du budget a entendu hier M. Brisson au sujet de la proposition déposée par lui pour la réforme des frais de justice. Vous savez que les procès sont fort chers ici, que ce fait résulte essentiellement des droits énormes prélevés au profit du trésor, sous forme d'enregistrement ou autrement, et que depuis fort longtemps on demande la réduction de ces frais.

Le système de M. Brisson est le suivant. Aux droits fixes d'enregistrement, de timbre et de greffe, qui dans l'état actuel frappent indistinctement toutes les procédures, on substituerait un droit unique et proportionnel sur la valeur du litige. En matière civile, ce droit serait de 4 pour cent, en matière commerciale de 3 pour cent, pour les ordres judiciaires de 2 pour cent, et ainsi de suite. Et de cette modification il résulterait que le fisc percevra un demi-million environ... de plus qu'il n'encaisse aujourd'hui.

De telle sorte que la fameuse réforme aboutira à ce que l'ensemble des plaideurs paiera un peu plus, seulement ce seront les gros plaideurs qui seront surchargés au profit des petits. Sans doute cette dernière considération est conçue dans un esprit fort démocratique, mais ce n'est pas encore là l'amélioration qu'on attendait. Réclamer la réduction des frais de justice, et aboutir à ce que dans l'ensemble on paie davantage, peut paraître un léger contresens. Au surplus, la question n'est pas liquidée. La commission désire savoir avant tout ce

son genre de démenche. Mais elle se tut, comprenant que son auditeur était mal préparé à entendre l'apologie d'un Cadaroux.

Pendant plusieurs jours, elle conserva une impression mélancolique. Elle songeait à ces deux hommes si différents dans leur naissance et leur destinée. Elle n'avait point à les comparer, et cependant une question qu'elle ne pouvait chasser lui venait à la pensée :

— Quelque, dans sa vie, aura le plus souffert pour moi et pour la justice ?

XII

Vers la fin de novembre, le procès des Sénac fut plaidé... et perdu, malgré la superbe défense de Guidon du Bouquet. Le tribunal correctionnel, présidé par Montoussé, déclara que la Société anonyme des *Ciments coopératifs* était nulle dès l'origine, par suite de souscriptions fictives. D'ailleurs, le comte de Sénac et ce qui restait de ses collègues, traités favorablement, s'en tirèrent avec une simple amende. Cadaroux, la chose va sans dire, eut préféré un peu de prison ; mais il se contenta, — pour le moment, — de ce que les juges lui donnaient.

L'affaire ne fit pas grand bruit d'abord, n'étant pas de celles qui passionnent le public. Le monde n'était pas à Paris ; Thérèse échappa aux visites de condoléances.

Elle n'avait pas eu besoin d'interroger Albert quand il revint du Palais, tant son air accablé et malheureux suffisait à dire de quel côté la balance de Thémis avait penché. Après avoir causé un quart d'heure avec lui, elle comprit avec effroi qu'un rôle très important et très lourd allait commencer pour elle : celui de lieutenant-général d'une armée vaincue, obligé de prendre le commandement et de couvrir la retraite.

(A suivre)

que pense le gouvernement du système proposé.

Un point aujourd'hui fort discuté dans la presse, est celui de la conduite à tenir par les artistes français engagés à Covent-Garden, pendant le séjour à Londres de l'empereur Guillaume. Il doit y avoir à ce théâtre une représentation de gala en l'honneur du souverain allemand, et l'on s'est immédiatement posé la question de savoir si M. Lassalle, M. Maurel et quelques autres chanteraient ou refuseraient de paraître sur la scène.

Au début M. Lassalle a déclaré qu'il ne chanterait pas, et M. Maurel a pris la décision inverse. Les chanteurs sont donc aussi peu d'accord que ne l'étaient les peintres lorsqu'ils ont commencé à se poser la question d'exposer à Berlin. On a fait valoir, en faveur d'un refus, le fait que les exigences de l'étiquette obligeaient les artistes français à s'incliner devant l'empereur, lorsque celui-ci fera son entrée dans la salle. D'autre part, il y a des engagements pris, et l'on peut se figurer que le directeur de Covent-Garden ne se privera pas volontiers d'artistes aussi éminents pour une représentation exceptionnelle.

Voilà où la question en est, il faut attendre l'événement pour en voir la solution. A Paris, cela va sans dire, la presse s'est lancée avec ardeur dans ce débat, inutile d'indiquer dans quel sens.

Les grèves parisiennes sont finies. Les boulangers ont reconnu l'utilité de leur campagne, et un ordre du jour, voté hier, indique que la suppression des bureaux de placement, qui reste le but à atteindre, sera poursuivie par d'autres moyens.

A la Bourse, le second jour de la liquidation a été la contre-partie du premier. La déport sur la rente s'est converti en un léger report, ce qui a suffi pour ramener les cours en arrière. Les affaires continuent d'ailleurs à être aussi nulles que possible.

Lettre de Haïti.

(De notre correspondant particulier.)

Les Gonaïves, 8 juin 1891.

L'insurrection contre le général Hippolyte.

Je vous écrivais du 28 mai, jour de la Fête-Dieu, sans que nous nous doutions même de l'insurrection de Port-au-Prince qui commençait à ce moment. Ce n'est que le lendemain que la lugubre nouvelle nous était apportée par un exprès à cheval; et huit jours après seulement nous avions des détails complets par le vapeur batien qui fait les côtes. Ce jour-là, tous les commerçants de la ville étaient réunis au port, il y avait aussi le délégué du gouvernement, le général Jean-Jumeau, dont je vous ai déjà parlé, avec son état-major en grande tenue. Tous les passagers descendant ici ont dû présenter leurs papiers.

La révolution a été étouffée au début, comme les journaux d'Europe vous l'ont déjà annoncé; la répression a été terrible: deux cents exécutions ont eu lieu. C'est, paraît-il, le seul moyen d'arrêter les insurrections, et les présidents qui sont restés le plus longtemps au pouvoir sont ceux dont la conscience a été le plus tachée de sang.

L'émotion a été grande ici, mais le calme est maintenant rétabli, et nous en sommes quittes encore cette fois-ci.

Le vapeur allemand qui emporte ces lignes emmène à bord un certain nombre de fugitifs qui ont échappé à la vindicte du président. Ils vont chercher refuge à St-Thomas ou dans une île des environs, pour revenir au premier appel recommencer la guerre civile.

Je découpe les passages suivants dans un journal indigène:

Depuis une quinzaine de jours le bruit circulait en ville (à Port-au-Prince) que des conspirateurs avaient formé le projet de forcer la prison et de mettre les prisonniers politiques en liberté.

D'autre part, on répétait encore que le dimanche 31 mai, à 7 h. du matin, le chef de l'Etat serait attaqué à l'heure où il se rend ordinairement à la messe.

Personne n'attachait une grande importance à ces bruits quand le jeudi 28 courant, jour de la Fête-Dieu, immédiatement après le retour de la procession de sa tournée habituelle, des coups de feu partirent de différents quartiers de la ville: la Terrasse, la Prison, Bel-Air, etc.

Le chef de l'Etat, n'ayant pas suivi le cortège, était resté à l'église pour attendre le retour de la procession et assister à la messe de ce jour.

Ces coups de feu répandirent le tumulte et le désordre dans l'église: on se croissait en tous sens, quelques dames étaient tombées en syncope, d'autres étaient atteintes de crises, d'autres enfin poussaient des cris de désespoir.

Dans la ville, même confusion, même désordre: chacun se demandait la cause de ces coups de feu. Le chef de l'Etat et les autorités avaient quitté l'église. Le président, à pied, suivi de ses aides de camp et des soldats qui formaient son escorte, se dirigea vers l'arrondissement (?) puis à la Prison, quand, aux environs du mont Liban, il fut rencontré par le général Béliard jeune, secrétaire d'Etat de la guerre, qui prit le commandement des troupes et se porta lui-même devant la Prison.

Le chef de l'Etat, dont son courage bien connu lui fait honneur (sic), monta à cheval et se rendit au Palais national.

Quand le secrétaire d'Etat arriva à la Prison, elle était vide: les prisonniers politiques, poursuivis par les autorités militaires, s'enfuyaient du côté du chemin Turgeau.

De part et d'autre il y eut des victimes. Des colonnes volantes lancées dans les différents quartiers de la ville avaient bientôt raison de ceux qui tiraient des coups de feu.

Pendant ce temps, le chef de l'Etat (sic) une longue tournée en ville, accompagné de son escorte et d'un grand nombre de citoyens.

Enfin, vers midi, le gouvernement était maître de la situation et le calme se rétablissait à Port-au-Prince.

Depuis l'avènement du président Hippolyte au pouvoir, c'est la seconde fois que des insensés ont essayé d'attaquer son gouvernement; c'est aussi le second succès obtenu sur les ennemis de l'ordre de choses actuel.

Qu'ils renonceraient donc pour toujours, ces fauteurs de troubles, à ces moyens violents qui n'ont jamais produit dans notre pays que les conséquences les plus malheureuses!

La répression a été prompte, sérieuse, rapide, et ce, à la gloire des fidèles lieutenants du président Hippolyte, de l'armée et des amis dévoués du gouvernement.

Aujourd'hui, le chef répète encore les paroles de paix, d'union, de fusion, qu'il a prononcées à la capitale et dans le sud; il rappelle tous les efforts qu'il a faits pour prévenir les malheurs qui sont arrivés. Nous n'oublions jamais cette phrase mémorable: « Messieurs, réclamez vos droits par la voie des journaux; défendez vos droits dans les Chambres; mais ne descendez pas dans les rues, car vous me forceriez à descendre aussi. Tant pis pour les conséquences qui pourraient s'en suivre. »

L'article cité est suivi d'un ordre du jour du gouvernement qui vient rassurer les esprits et promettre au pays le maintien de l'ordre et de la tranquillité.

LIBERTÉ — EGALITÉ — FRATERNITÉ

République d'Haïti.

ORDRE DU JOUR

Hippolyte, président d'Haïti.

Citoyens et soldats,

Après avoir, dans la triste journée du 28, à la tête de quelques brigands de son espèce, troublé l'ordre public et déchaîné contre la société les voleurs, les assassins et les incendiaires que renfermaient les cachots de la capitale, le nommé Sully Guerrier avait pu un instant se soustraire aux recherches de l'autorité. Il a été retrouvé, hier matin, au Morne-à-Tuf, dans la maison d'une dame Charmanine Mondélice, en compagnie d'un de ses principaux complices, l'officier François Gratia, de la garde du gouvernement, et des nommés Léger Caivin, Labedoyère Caivin, Horatius François, Alcindo Cazeau, Horace Alexandre, Victor Antoine et Hippolyte Dieuserment, ses adhérents.

Sully Guerrier et François Gratia, les plus coupables d'entre eux, ont payé de leurs têtes (sic) leur criminelle entreprise. Les sept autres sont déposés dans la prison de cette ville pour être livrés à leurs juges naturels.

Citoyens et soldats, j'ai pris envers le pays l'engagement solennel de lui donner la paix. Soyez calmes et confiants! Le gouvernement saura toujours faire son devoir sans défaillance et sans faiblesse.

Fait au Palais national de Port-au-Prince, le 31 mai 1891, au 88^e de l'indépendance

HYPPOLITE.

NOUVELLES POLITIQUES

— Le télégraphe avait un peu estropié la note du *Moniteur de l'empire allemand*, sur l'affaire de Bochum. En voici la traduction exacte:

« A la vérité, on a pu établir que dans certains cas les employés des contributions, à l'insu de leurs supérieurs et de leur propre autorité, ont fait réparer ou confectionner à nouveau des timbres mis hors d'usage depuis des années par l'usage. »

« Les chemins de fer de l'Etat prussien n'acceptent jamais les rails défectueux; l'enquête qui a lieu à Bochum montrera si des rails de cette nature ont pu échapper aux contrôles. On ne peut d'ailleurs pas admettre que les défauts du fer aient pu passer inaperçus pour les essais des roues. »

— Les cochers d'omnibus de Berlin sont à leur tour en grève. Ils demandent le double de jours de congé et une augmentation de salaires, et ils veulent être déchargés de l'entretien des voitures.

L'escadre française dans le Nord.

Copenhague, 2 juillet.

L'escadre française reçoit un grand nombre de visiteurs.

La population fait un accueil enthousiaste à ses hôtes français. Le drapeau tricolore flotte en plusieurs endroits de la ville.

Le temps est magnifique.

Le prince royal a reçu à midi, en audience, l'amiral Gervais.

L'amiral Gervais a visité hier plusieurs bâtiments de guerre danois. Il a reçu ensuite la visite du commandant de l'arsenal, du ministre de la guerre et de plusieurs amiraux.

Aujourd'hui le prince royal visite l'escadre.

Le ministre de la marine a offert hier soir un grand dîner. Au nombre des convives se trouvaient le ministre de la guerre et beaucoup d'officiers danois de la flotte et de l'armée.

Le ministre de la marine a porté la santé du président de la République française.

Le comte d'Annap a levé son verre en l'honneur du roi et de la famille royale.

Le ministre de la marine a prononcé ensuite un discours en l'honneur de la France et de la flotte française.

Il a tout particulièrement parlé de l'accueil fait, en bons camarades, aux Danois qui servent en France, et il a prié les officiers danois de pousser trois hurrahs pour la France et pour la flotte française.

L'amiral Gervais a remercié. Il a parlé du lien qui forme la solidarité de toutes les nations: la mer. Mais, a-t-il dit, la France et le Danemark ne sont pas seulement liés par la solidarité: ils le sont aussi par la fraternité. L'amiral a longuement dit qu'elle est l'admiration de la France pour la petite mais vaillante nation danoise.

L'amiral Meldal a prononcé quelques paroles. Aujourd'hui qu'il est un vieillard, a-t-il dit, ses plus chers souvenirs se reportent au temps où, sous l'uniforme français, il servait à l'abri du drapeau tricolore. (Vive approbation.)

Les cris de: Vive la marine française! sont répétés par tous les convives.

Après le dîner, tous les invités se sont rendus à Tivoli. Ce vaste établissement était dans toute sa splendeur. Il y a eu de feu d'artifice, concerts, représentations variées. Plus de 15,000 personnes assistaient à la fête, qui a été splendide.

La musique de la division cuirassée française a joué l'hymne national danois; les orchestres danois ont répondu par la *Marseillaise*, aux acclamations de la foule, qui a fait l'accueil le plus chaleureux aux officiers et aux équipages français.

Le ministre de la marine a invité les officiers supérieurs de l'escadre à une promenade en voiture qui aura lieu aujourd'hui dans les environs de Copenhague.

Guillaume II en Hollande.

Amsterdam, 2 juillet, 8 heures.

L'empereur et l'impératrice ont débarqué du *Hohenzollern*, vers onze heures, à Ymuiden, pendant que la forteresse tirait trente-trois coups de canon. L'empereur portait l'uniforme de grand amiral. L'impératrice était en noir. Après la réception des autorités, les souverains se sont rendus à bord de l'avisio la *Jagd*, qui les a conduits à Amsterdam avec une escorte innombrable de bateaux et de canots pavoisés.

Au débarcadère du Mail des Indes occidentales, ils ont été reçus à une heure et demie par la reine-régente et la jeune reine Wilhelmine. L'impératrice Victoria-Auguste, débarquée la première, a embrassé la régente et la jeune reine, puis Guillaume II a serré la main de la régente et a baisé la main de la petite reine.

Tous les ministres, le corps diplomatique, les autorités militaires étaient présents.

Après les présentations d'usage, l'empereur a passé en revue la garde d'honneur.

Les souverains sont ensuite montés en voiture. Dans la première voiture ont pris place l'empereur et la régente; dans la seconde, l'impératrice et la jeune reine; les voitures étaient escortées par la cavalerie. La foule était énorme, encombrant les quais et les steamers, brillamment pavoisés.

A deux heures, un violent orage a semé une panique dans la foule. Il n'a toutefois duré que dix minutes.

Les deux reines et leurs hôtes impériaux ont paru au balcon du palais et y sont longtemps demeurés.

Dans l'après-midi, l'empereur, accompagné de la reine-régente, a fait une promenade en voiture et a visité le musée, où se trouvent les fameux tableaux de Rembrandt, *Thomé*, *Van der Meer* et plusieurs autres situés le long du canal.

La petite reine Wilhelmine, très fatiguée, était restée au palais.

A six heures, un grand dîner de gala a eu lieu au palais du Dam auquel ont assisté les ministres et le corps diplomatique. Avant le dîner, l'empereur a reçu une députation allemande. Pendant le dîner, l'empereur a confirmé à la régente le renouvellement de la triple alliance pour une période de six ans. Il a déclaré que la paix européenne était absolument assurée par cet événement.

« Personne, a dit l'empereur, n'osera nous attaquer, et nous n'attaquerons personne. »

La reine-régente a porté, en français, le toast suivant:

« J'ai à cœur de remercier Vos Majestés, en mon nom et au nom de ma fille, pour votre visite; la nation entière se joint à nous pour vous souhaiter la bienvenue au milieu de nous. »

« Permettez-moi de vous dire que j'apprécie vivement la présence de Vos Majestés et de vous assurer que le pays tout entier en ressent une profonde satisfaction. »

« Puis-je le séjour de Vos Majestés dans les Pays-Bas réserver les liens qui depuis si longtemps unissent nos deux familles, et contribuer à entretenir et fortifier les relations d'amitié et de bon voisinage qui ont toujours existé entre nos deux peuples. »

« En formant les vœux les plus sincères pour le bonheur de Vos Majestés et pour la prospérité de l'Allemagne, je bois à la santé de l'empereur et de l'impératrice. »

A neuf heures, la grande retraite militaire aux flambeaux a défilé devant le palais.

Aujourd'hui les souverains étrangers parcourront en bateau les principaux canaux d'Amsterdam. Après avoir visité les installations maritimes, ils se rendront en compagnie des deux reines à l'hôtel de ville, où ils seront reçus par le conseil communal.

Demain l'empereur et l'impératrice d'Allemagne, ainsi que les deux reines, quitteront Amsterdam pour se rendre à La Haye. Les souverains visiteront la ville, le musée et la plage de Scheveningue. Enfin, après un déjeuner au palais, les hôtes impériaux iront faire une courte visite à Rotterdam et ils s'embarqueront le soir pour l'Angleterre.

INFORMATIONS DIVERSES

— Un externe des hôpitaux de Paris est parti mercredi soir pour Bruxelles afin d'appliquer à la compagnie de M. Boulanger, Mme de Bonnemain, qui est à toute extrémité, le nouveau traitement de la tuberculose.

Les premiers essais de ce traitement datent de trois mois et ont été faits à l'hôtel-Dieu et à l'hôpital Saint-Antoine. Il se compose d'injections intermusculaires de gacal, dérivé de la créosote.

— Nouvelles du Vésuve:

La coulée de lave a augmenté au point de menacer Vetrana, derrière l'Observatoire. Mercredi, deux Brésiliens, MM. Jardim et Carneiro, étant montés sur le bord du cratère principal du Vésuve, ont été entourés par un nuage de fumée. M. Jardim est tombé au fond du cratère. M. Carneiro a été sauvé par son guide, mais a été blessé.

— A Crefeld, un violent ouragan a renversé la canine de fête du tir fédéral allemand.

Entre Suedteln, Viersen et Dülken (Prusse rhénane) cinquante maisons ont été détruites. Il y a eu plusieurs morts et blessés.

— D'après une dépêche de New-York, un lac de douze milles de longueur s'est tout à coup formé dans le désert du Colorado (Etat d'Arizona). On croit que les eaux viennent du golfe de Californie. La formation du lac est attribuée à un tremblement de terre.

Les chiffonniers de Paris.

Paris, 1^{er} juillet.

Une des dernières séances de la Chambre a appelé l'attention sur les *biffins* ou chiffonniers, qui sont à Paris près de 30,000 et sur leurs moyens d'existence. Le *Figaro* donne sur ce sujet de très curieux détails.

On fait chaque année, dit-il, pour 140 millions de francs de papier, avec les vieux chiffons de fil. Mais les chiffons de laine, qu'en fait-on? On les envoie à l'éfilage. C'est ainsi que les pantalons rouges des soldats sont transformés en bonnets qui se vendent par centaines de mille en Asie-Mineure. Les cordons de sonnette, les franges, les objets en passementerie servent à faire une bourre avec laquelle on garnit les coussinets des appareils orthopédiques. Les chiffons de soie servent à rapiécer les parapluies, à confectionner les casquettes de voyage, à ourler les couvre-lits, les coussins, les boîtes à gants, etc.

Les morceaux de verre cassé sont réduits en poudre et vendus vingt francs les 100 kilos au fabricant de papier de verre. Les bouteilles intactes ont plus de valeur: lorsqu'elles portent le nom d'un industriel ou d'une marque de fabrique, on les revend aux commerçants susceptibles de les faire servir à nouveau. Souvent ces pots, ces flacons sont recherchés au domicile même du chiffonnier par des contrefacteurs.

Les os sont de deux sortes. Il y a l'os de travail, celui que l'on peut transformer en objets de broserie ou de tabletterie, ou encore en boutons et qui vaut 25 francs les 100 kilos. Il y a l'os à brûler, moins apprécié, parce que l'on n'en peut tirer que de la graisse, de la gélatine ou du noir animal.

Le chiffonnier ramasse soigneusement, pour les revendre aux coiffeurs, à un prix qui varie de 4 fr. 50 à 6 fr. la livre, les petites mèches de cheveux que les femmes retirent de leur démêloir après s'être coiffées. Le démêloir retire tous les jours plus de 50 kilos de cheveux. Ne pas dénager non plus les cheveux d'homme ramassés aux portes des salons de coiffure: on s'en sert, horreur! pour fabriquer les filtres destinés à clarifier les sirops!

Les vieilles éponges font des éponges plus petites destinées à garnir les enciens en porcelaine ou bien l'intérieur des lampes à essence minérale. De même les bonheons sont retailés pour des goulots d'un plus petit calibre. Les rognures, trempées dans la résine, sont converties en allume-feu, à moins que, réduites en poudre impalpable, on ne les emploie à la fabrication des tapis de linoléum et des semelles en caoutchouc. On s'en sert aussi pour garnir le sol des manèges dans les écoles d'application, ou bien pour emballer, dans des caisses, les objets fragiles.

Les croûtes de pain, lorsqu'elles sont propres, sont mangées par le chiffonnier; lorsqu'elles sont sales, il les fait manger aux autres sous forme de chapelure destinée à saupoudrer les jambons de Reims ou à paner les côtelettes à la milanaise des restaurants à bon marché... à moins qu'il n'en fasse de la poudre dentifrice ou de la chicorée. Pour ce, il suffit de faire sécher les croûtes et de les ca... iser. C'est très simple!

Les poupées, le carton-pâte, les jouets à bottines, les objets en laque: corbeilles, boîtes, plateaux; les articles du Japon... fabriqués à Poitiers-Mousson, tout cela est fait avec les vieux papiers, vieilles affiches, vieux prospectus ramassés chaque nuit. De même les tampons de chemins de fer, les tuyaux à gaz et un grand nombre de jouets d'enfants sont confectionnés avec le caoutchouc des vieilles jarretières et des bretelles hors d'usage.

Si le chiffonnier veut bâtir lui-même sa maison, il emplira de terre les vieilles boîtes de sardines et s'en fera un mur. Ces boîtes à sardines sont très recherchées: le fondeur en retire la soudure et, dans la tôle, on découpe des bobèches pour les lanternes vénitiennes, des montures de boutons, des têtes de clous, des bijoux, petits chemins de fer, soldats, petits bateaux, etc.

Le chimiste sait retirer la moindre parcelle d'or ou d'argent qui orne une assiette, une tasse brisée, ou bien qui recouvre une lanterne de voiture, un galon, un bouton d'uniforme. Avec les peaux de lapin on fait de la fourrure. Si le *biffin* trouve un vieux bout de cigare, eh bien! il le fume.

Le croirez-vous? de toutes ces choses qui se transforment, le chapeau de soie, seul, est immortel. Après avoir subi un *retapage* habile, les plus délabrés reviennent et recommencent perpétuellement le voyage.

CONFÉDÉRATION SUISSE

Assises fédérales de Zurich.

Audience du 2 juillet 1891.

Suite de la déposition de M. Respini.

L'audience est reprise par l'audition de M. Respini, ancien président du Conseil d'Etat du Tessin. L'audition a duré pendant toute la journée, soit pendant près de dix heures.

M. RESPINI:

J'étais le 11 septembre à Lugano pour affaires d'office. Après-midi, je me trouvais avec M. Bonzanigo et quelques amis au premier étage du café Biaggi. Un inconnu entra et fit mine de prendre quelque chose dans une armoire. Comme il sortait, je fis remarquer que cette homme était entré sous un prétexte. M. Rinaldo Rossi me dit qu'il se nommait Demetrio Gammuzzi. Je me suis dit après qu'on avait voulu constater ma présence à Lugano.

Du côté Biaggi, je me rendis dans la maison de M. Reali où se trouve, au rez-de-chaussée, l'agence de notre banque, le *Credito ticinese*. Une personne entra et dit que la révolution avait éclaté à Bellinzona et que le gouvernement était prisonnier. En même temps le tocsin commença à sonner.

Je m'approchai de la fenêtre et vis passer dans la rue deux hommes armés de fusils. Je voulus aussitôt me rendre à la préfecture, mais on me fit remarquer qu'il y avait danger pour moi à sortir. Nous fermâmes la porte et montâmes à l'étage où j'étais dans une grande pièce et demandai des armes et un prêt. MM. Reali et Lurati sortirent. Tout après j'entendis des voix dire: « Nous voulons Respini. Mort à Respini. » En même temps j'entendis qu'on frappait contre la porte d'entrée de la maison. MM. Lurati et Reali et leurs familles rentrèrent avec un billet portant qu'une délégation de la municipalité était là et que si Respini n'était pas livré dans le délai d'une demi-heure, on prendrait la maison d'assaut. On me pressa néanmoins de rester. Je me dis qu'il fallait attendre une demi-heure afin de laisser à nos amis politiques le temps de fuir. Puis je dis à MM. Reali et Lurati que je voulais me livrer afin d'éviter des excès. Mme Reali la mère me dit qu'il fallait me cacher; elle m'indiqua une cachette; je lui répondis: « Respini ne se cache pas. »

Je demandai qu'on laissât entrer la délégation de la municipalité. Ces messieurs me déclarèrent qu'ils ne pouvaient pas garantir l'ordre et que ma vie était en danger. Je me livrai alors à eux et descendis l'escalier encombré de gens parmi lesquels je reconnus le conseiller Manzoni. MM. Maraini et Hava se tenaient à ma droite et à ma gauche. La foule, dans la rue, composée en grande partie de femmes et d'enfants criait: « A bas Respini, nous le tenons, c'en est fait de lui, etc. » Je gagnais sans encombre l'hôtel de ville où MM. Pierre Riva, Louis Reali, Reali, député et Lurati, mes amis, me rejoignirent. Je demandai du papier pour écrire ou télégraphier à ma femme. M. Etienne Riva me déclara qu'il me le permettait à condition que je ne dise pas ce que s'était passé. Après avoir fait une dépêche et un mot de billet, je causai avec ces messieurs de choses et d'autres. Je dis entre autres qu'une intervention fédérale me paraissait imminente. Puis un homme entra — on me dit que c'était Davio Delmonico — et nous ordonna de nous taire.

Le soir venu, je demandai à pouvoir télégraphier au Conseil fédéral, mais on me dit que le comité de Bellinzona ne le permettait pas. Je protestai par écrit contre la violence qui m'était faite et remis ma protestation aux délégués de la municipalité. Puis on m'enferma dans une cellule qui, je crois, sert ordinairement à enfermer des aliénés. Un pompier gardait la porte. Je lui demandai de faire venir des municipaux auprès desquels je protestais encore contre mon incarcération et déclarai vouloir sortir. M. Veggezi me répondit que ma vie était en danger et qu'on me retenait pour ce motif.

Le lendemain, je renouvelai mes protestations, mais en vain. Je restai prisonnier jusqu'au 15. J'avais écrit à ma femme que si on ne trouvait rien, je ne me serais pas suicidé; j'avais mis ce billet sous la pailasse de mon lit.

Le 13 septembre après-midi, j'ai vu avec plaisir des soldats portant le brassard fédéral, mais aucun officier ne vint me voir. J'en demandai un, on me répondit qu'il en viendrait un le lendemain.

A minuit — j'étais couché — un colonel entra (M. le lieutenant-colonel Griebel), accompagné du syndic Veggezi. Il me révéla et me demanda: « Etes-vous Respini? » Je répondis: « Je suis Respini, président du Conseil d'Etat du canton du Tessin. » Il me dit qu'il était là par ordre de M. Kunzli, commissaire fédéral. Puis il sortit.

Le lendemain matin, la porte de ma cellule était encore fermée, je fis quérir l'officier chef du poste. Il me répondit qu'il n'avait pas l'ordre de me laisser sortir. Je lui dis que si j'étais Belloni les haches de la Confédération auraient déjà enfoncé ma porte pour me délivrer.

Dans l'après-midi M. Griebel revint, m'annonça que je serais remis en liberté, mais que je courrais de grands dangers en sortant. Il me demanda où je voulais aller. Je dis: « Par le Gothard, à Berne. » M. Griebel me conseilla d'attendre la nuit. Je déclarai vouloir sortir de jour et lui demandai un prêt pour me confesser, après quoi, dis-je, je vous dégageai de toute responsabilité à mon endroit. »

M. Griebel se refusa à me laisser sortir.

Le lendemain matin (dimanche) ma femme vint

me trouver. M. Griebel l'accompagnait. On ne lui permit de rester que pendant une demi-heure. J'étais donc encore prisonnier. On avait défendu à ma belle-sœur et à mon neveu, l'avocat Respini, de me voir; ce dernier avait cependant une autorisation écrite de M. Kunzli. On me retenait évidemment pour des motifs politiques.

Le procureur-général: Je ferai remarquer au témoin qu'il doit se tenir aux faits et s'abstenir de les apprécier.

M. Respini: Le lundi matin je pus sortir de prison. Des soldats m'escortaient. On m'accompagna jusqu'à Goshenen.

Le procureur-général: La cause de la révolution n'est pas la violation de la constitution par le Conseil d'Etat, qui a retardé la convocation des électeurs pour la votation sur la révision constitutionnelle, pour laquelle la constitution prévoit un délai d'un mois?

M. Respini: Le gouvernement n'a jamais violé ni voulu violer la constitution. Les causes de la révolution sont autres. Les listes de pétitions n'ont pas été remises dans les formes voulues. MM. Bruni et Bertoni les ont simplement déposées sur la table de la salle du Conseil d'Etat, sans en faire prendre note au registre et sans leur donner d'accompagnement. Je trouvais cela incorrect. Cependant j'ordonnai l'enregistrement à la chancellerie et la vérification des signatures.

Le délai d'un mois doit partir non du dépôt des listes, mais de la date de la vérification des signatures, et le Conseil d'Etat a inconstamment le droit de réviser, pour cette vérification, le travail des syndics placés sous sa surveillance. Cette opération était d'autant plus nécessaire que, par un premier examen, on avait constaté que des groupes entiers de signatures étaient écrites de la même main.

Au moment où MM. de Stoppani et Bernasconi ont adressé leur recours à Berne, la convocation des électeurs était déjà décidée. Le décret aurait été soumis au vote vers le 12 septembre; M. Respini l'aurait fait annoncer par un communiqué à la *Liberté*, pour tranquilliser les esprits.

Dans toute cette affaire, le gouvernement a été guidé par des considérations juridiques, d'après des opinions qui furent toujours celles de M. Respini, depuis qu'il en rédigea lui-même le projet de loi sur l'initiative, dont il est l'auteur et dont on faisait usage pour la première fois. Le Conseil d'Etat n'a nullement obéi à des motifs politiques.

On a produit une lettre de M. Fraschini à M. Soldati du

Marché d'Echallens du 29 juin.

Docteur Chavannes
absent dès le 6 juillet. 3685

L'Winzler
[3692] chirurgien-dentiste,
s'absent du 10 juillet jusqu'à
nouveau avis.

Théâtre de Lausanne
TOURNÉE SIMON

Samedi 4 juillet 1891.

Représentation extraordinaire

Mme JUDIC

du Théâtre des Variétés, de Paris.
— Les Charbonniers, opérette
en un acte. — *Divorcé*, opé-
rette-monologue. — *L'homme
n'est pas parfait*, opérette en un
acte. — *Deux chaussettes*
chantées par Mme Judic. — *Une
chansonnette* chantée par M.
Guy. — On commencera par
Démocrate, scène de Regnard.
Billets à l'avance chez MM. Ta-
rin et Dubois. 3688

JARDIN DU CASINO-THÉÂTRE

Dimanche 5 juillet.

à 3 heures et à 8 heures.

2 concerts militaires

donnés par la *Chapelle du ré-
giment badois n° 112*, sous la
direction de M. R. Rhode. 3682

ENTRÉE: 80 CENT.

Grande illumination du jardin.

En cas de mauvais temps, le


concert du soir aura lieu dans les

salles du premier.

MÉDAILLE D'OR

l'Exposition Universelle, Anvers 1885

CHOCOLAT



SUCHARD


NEUCHÂTEL, Suisse.

MÉDAILLE D'OR

Exposition universelle

Paris 1889.

EN VENTE PARTOUT



KEMMERICH

BOUILLON

PEPTON

GRAND

Grand Médaille d'or

Exposition universelle

Paris 1889.

Dépôt gén. p. la Suisse, Bohny,

Hollinger & Cie, à Bâle. 2380

Liquor anti-anémique

au fer et au manganèse,

contre la chlorose, l'anémie, les

pâles couleurs, faiblesse, etc.

Pharm. Odor, Lausanne.

Envoi c. remb. 2 fr. 6008

Paris 1889 Médaille d'or.

500 francs en or,

si la Crème Grolsch ne fait

disparaître toutes les im-

purités de la peau, telles que

les taches de rousseur, les

lentilles, le hâle, les vers, le

rougeur du nez etc., et si elle

ne conserve pas jusqu'à la

vieillesse un teint blanc,

éclatant de fraîcheur et de

jeunesse. Pas de faux. Prix

à Bâle fr. 1.50 dans le reste de

la Suisse fr. 2. — *Extrait* ex-

pressément la «Crème Grolsch

primée», car il existe

des contrefaçons sans valeur.

«Crème Grolsch», pour

compléter la Crème. Prix à

Bâle fr. 1. — dans le reste de

la Suisse fr. 1.25.

Dépôt général: A. Bütner,

pharmacie à Bâle; en vente

en outre dans toute la Suisse,

chez les pharmaciens et les

coiffeurs.

Pension Schwalbenheim

à Därligen (ac de Thoune)

Mlle Schärer, propr.

Pension de famille à fr. par jour.

Bains et bâteaux à disposition des

pensionnaires.

On parle anglais. 3684

HOTEL-PENSION DU CHAMOIS

Châtel sur Abondance

près Morgins, Hte-Savoie

Altitude 1200 m. 3705

PRIX MODÉRÉS

Séjour d'excursions et de chasse.

— Ouvertures de crédit immédiates aux

neg et indust. même embarrassés.

inst. de réf. d'honorar. Banque

Nouvelle, 20, Richer, Paris. 3358

AGENCE GÉNÉRALE ET INTERNATIONALE DE VOYAGES

THOS, COOK & FILS

Maison fondée en 1841. 3434

Billets directs et circulaires pour toutes les parties du monde.

BANQUE CHANGE

COUPONS D'HOTELS

AGENCE DE LAUSANNE

1, rue Pépinière.

LA BALOISE

Compagnie d'assurances sur la VIE et contre les ACCIDENTS

fondée à Bâle en 1861.

BRANCHE VIE

Etat des assurances en 1890. Fr. 146,500,000

Garanties { Capital social (1 million versé, 9 millions obliga- } 35,000,000

Reserves { tions Fr. 10,000,000 } 25,000,000

Règlement d'assurances depuis la fondation. 35,000,000

Polices incontestables après 5 ans, le capital payable en totalité, même en cas

de suicide, duel, etc., innovations d'une importance capitale pour la famille et pour les

polices servant de garantie.

Les contrats de 3 ans ne sont pas annulés par la cessation du paiement des primes,

mais convertis en polices libérées sans qu'il soit besoin d'un avis.

Délai de 30 jours pour le paiement des primes et de 3 mois pour les restitutions

de police, sans nouvel examen médical.

Voyages d'outre-mer permis dans une large mesure sans surprime.

Opérations de LA BALOISE: Assurances en cas de décès, assurances mixtes et à

terme fixe; assurance de dot et de prévoyance pour la vieillesse, rentes viagères, etc.

S'adresser à M. DUNKEL, agent général, à Lausanne, rue Centrale 3, et à MM. les

agents de La Baloise pour le canton de Vaud.

BRANCHE ACCIDENTS

Assurances individuelles contre les accidents corporels moyennant une prime très

modique. — Agence générale pour la Suisse romande: Jules PHILIPPE, 8, quai Pierre-

Fatio, Genève. n2070x-37

UNION BANQUE SUISSE

A ST-GALL

Capital d'actions versé Fr. 12,000,000

Nous acceptons jusqu'à nouvel ordre en dépôt contre nos

Obligations 4 % pour 5 ans fixes et 6 mois d'avertissement

avec coupons semestriels nominatifs ou au porteur, n'im-

porte quelle somme depuis fr. 500. n3686x-3476

LA DIRECTION.

LE BIBERON DR RAPIN

vient de nouveau d'obtenir à

l'Exposition internationale d'Accaccio

UNE MÉDAILLE DE VERMEIL

Seule récompense n2256x-3700

décernée par le jury aux biberons pour enfants.

NOUVEAUTÉ POUR BUREAU

3435. Le multiplicateur, appareil sans pâte pour reproduire l'écriture,

600 copies à l'heure. Surface d'impression 220-330 mm., à 50 fr. franco

d'emballage, Zolingue.

NOUVEAUTÉ POUR CONSTRUCTIONS

Contre-poids système Thode, pour le battement des portes va et vient,

brevet suisse n° 2877, à 17 fr. 25 et 21 fr. avec l'emb. franco Zolingue,

sont offerts par l'agent général exclusivement chargé de la vente

Georg GRAU, Zolingue (Prospectus franco à disposition).

Agence et dépôt permanent d'échantillons de vanneries en tout genre

et de 109 fabriques de quincaillerie, verrerie, articles de luxe, etc., re-

présentant de la plus grande fabrique allemande de chaises pour enfants,

malades et poupees et de vélocipèdes: Gebr. Reichstein, Brandenburg a/H.

DÉSINFECTEUR INTERNATIONAL

(Marque déposée.) n1860x-2983

pour la désinfection de tous genres de locaux; se pend dans les latrines,

se règle de soi-même, est durable et éloigne des chambres

les mouches si désagréables.

Prix au détail: 2 fr. pièce.

Se vend chez Cadonaux, pharmacien, et

Pharmacie nationale.

Vente en gros par le propriétaire du brevet:

Louis RUEFF, chimiste, Bâle.

POMMADE ROSÉE, rendant aux CHEVEUX BLANCS

leur couleur primitive. 3402

TEINTURE UNIQUE instantanée

pour les cheveux blancs et gris. 3402

FILLICOL, 53, Rue Lafayette, Paris

POMMADE au GOUROU du Dr NYSTEN, contre les Pellicules, 3 fr.

VIN DE VIAL

Tonique reconstituant Viande quina phosphate

Le plus énergique que doient employer Substances indispensables

Convalescents, Vieillesse, Femmes et Enfants à la formation et au

développement de la chair musculaire

et du système osseux

Le VIN de VIAL est l'association des médicaments

les plus actifs pour combattre l'Anémie, Chlorose,

Phthisie, Dyspepsie, Age critique, longues Con-

valences. En un mot, tout état de langueur et

d'amaigrissement caractérisé par la perte de l'appétit

et des forces.

Lyon — Pharmacie J. Vial, rue de Bourbon, 14. — Lyon

Dépôts: Lausanne, Ph^e Pischl, Foyer, Grandjean, Cadonau; à

Vevey, Buhlmann, Germond; à Montreux, Rabin. 246

VICHY

SOURCE S-YORRE

on LARBAUD S-YORRE, Ph^e Place Lucas, à VICHY

La plus fraîche et par suite la plus gazeuse et la

moins salubre par le transport, souveraine contre

les maladies du foie, de l'estomac et des

reins, le diabète, la gravelle et la goutte.

Prix: 20 fr. la Caisse de 50 Bouteilles en Gare de Vichy.

Pour éviter toute surprise,

exiger la signature

et le contre au bas de

l'étiquette de chaque bouteille

DÉPÔT CHEZ LES PHARMACIENS ET MARCHANDS D'EAUX MINÉRALES.

HOTEL DU MOLESON

Bains de Mont-Barry.

A 25 minutes (en voiture) de la gare de Bulle (Gruyère).

Ouvr. du 25 juin au 30 septembre.

Agrandissement considérable: 12 cabines de bains, galerie vitrée,

salon, restaurant, promenades ombragées, source sulfureuse et ferrugi-

neuse renommée contre catarrhes des voies digestives et respiratoires,

rhumatismes chroniques, maladies cutanées, etc. — Station climatéri-

que (800 m.), à proximité de toute la Gruyère, au pied du Moleson.

Excursions alpines faciles et variées. Temple protestant et églises ca-

tholiques près l'hôtel. Prix de pension modiques, cuisine soignée.

Médecin de l'établissement: Dr A. Pégatitz.

Nouveau propriétaire: F. Bettischen-Borloz. n2170x-3527

LOÈCHE-LES-BAINS, Valais, Suisse.

HOTEL DE L'UNION

Ouverture de l'hôtel depuis le 15 mai jusqu'au 30 septembre.

Maison de premier ordre. Antenne maison, bien renommée, située

dans la partie la plus favorable de l'endroit. Vue splendide sur la

Gemmi et sur la vallée. Chambres jolies et confortables, cuisine excel-

lente. Joli jardin. Salle de conversation. Service soigné. Prix modérés.

Pension à bon marché. Séjour agréable. 2696

Ed. LORÉAN.

HOTEL BELLE-VUE A SALVAN

HOTEL RÉCEMENT CONSTRUIT

3428. Vue magnifique sur Salvan et ses environs, à proximité du

bureau des postes et télégraphes, promenades et excursions. On parle

trois langues, anglais, français et allemand. Se recommander pour sa

bonne tenue et pour ses prix modérés.

Ouverture 1^{er} juillet.

RAYMOND, propriétaire.

GRAND HOTEL-PENSION

A St-Nicolas, Valais. Altitude 1130 m.

Cet hôtel, à côté de la gare du chemin de fer de Viège à Zermatt

et vu le climat salubre de la vallée, se recommande pour séjour d'été.

PENSION DEPUIS 5 FR.

Prix réduits pour familles.

Voitures et mulets à l'hôtel.

n1705-3582

ZUMOFEN FRÈRES.

HOTEL-PENSION DU GRAND CHALET

à ROSSINIÈRE (Pays-d'Enhaut, Vaud).

Situation exceptionnelle pour séjours de montagne,

au centre de promenades et d'excursions variées. Ombrages autour de

l'hôtel. Cure de lait. Billard. Croquet. Lawn-Tennis.

3697

J. OLLIER, gérant.

Vente volontaire aux enchères publiques

DE LA

PROPRIÉTÉ DE PLONGEON

située au bord du lac, rive gauche, à 15 minutes à pied de Genève.

LE MARDI 14 JUILLET 1891

à 10 heures du matin, en l'étude de MM^{es} Audéoud & Ma-

quemer, notaires, rue du Puits-St-Pierre 6, à Genève, déposai-

res du cahier des charges, aura lieu la vente aux enchères publiques

de la propriété de Plongeon, consistant en:

PREMIER LOT

Contenance: 5 hectares 61 ares environ. Grande maison d'habitation,

maison de jardinier, écurie, remises, etc. Beau parc avec grands om-

brages, pelouses, jardins, etc. Vue splendide sur le lac.

Mise à prix: Fr. 225,000.

On traitera de gré à gré pour la plus grande partie du mobilier.

SECOND LOT

Terrain d'une contenance de 3 hectares 66 ares environ, très bien

planté de beaux arbres; prêt à recevoir la construction d'une ou plu-

sieurs villas. Belle vue sur le lac.

Mise à prix: Fr. 150,000.

S'adresser, pour renseignements, à

MM. DE WESTERWELER & RIGOT

20, CORRATERIE 20. n4879x-3406

A vendre à des conditions avantageuses

UN ÉTABLISSEMENT INDUSTRIEL

connu sous le nom de

Manufacture de chapeaux

DE FEUTRE

sis à Bramois, Valais,

comprenant: ateliers, magasins et bureaux, turbine, canal, chute

d'env. 20 chev., eau en abond. 1^{re} année, jardin, verger et dé-

pendances, d'une cont. d'env. 42 ares, pouvant se prêter à

toute industrie.

S'adr. à MM. de la Harpe & Chatelanant, rue de Bourg